



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 3 décembre 2015 — N° 137

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Félicitations à monsieur Jean Coutu pour son parcours exceptionnel.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Hommage à M. Rosaire Dubé, personnalité de l'année de l'Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue.*
- Le député de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Félicitations à Mathieu Rivest pour son prix « Porteur de flambeau » remis par l'Association des camps du Québec.*
- Le député de Nicolet-Bécancour sur le sujet suivant : *Hommage à Denys Guévin.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souhaits pour Ensaf Haidar et ses enfants à l'approche des Fêtes.*
- La députée de Gouin sur le sujet suivant : *Remerciement à la Caisse Desjardins De Lorimier-Villeray.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Abdelaziz Rzik, récipiendaire de la Médaille de l'Assemblée nationale.*
- Le député de Groulx sur le sujet suivant : *75^e anniversaire de La Compagnie Commonwealth Plywood Ltée.*
- La députée de Chauveau sur le sujet suivant : *Souligner la Journée internationale des personnes handicapées.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Félicitations aux Géants du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu pour leur deuxième victoire consécutive au Bol d'Or.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale proposant l'adoption du projet de loi n° 71, Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Motion du leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques proposant l'adoption du projet de loi n° 78, Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Rapport de la Commission de l'administration publique qui, les 8, 16 et 23 septembre, les 7 et 22 octobre ainsi que le 18 novembre 2015, a procédé aux auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics portant sur : la gestion administrative de la Commission des libérations conditionnelles, la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, les contrats présentant des situations à risque au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, l'application de la loi à l'égard de la sécurité et de l'exploitation des barrages, les lésions professionnelles : indemnisation et réadaptation des travailleurs, la gestion administrative de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, la gestion administrative et les engagements financiers de la Commission de la fonction publique du Québec, la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Conseil exécutif. Le rapport contient des observations, des conclusions et 30 recommandations.

Rapport déposé le **2 décembre 2015**

Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **17 décembre 2015**.

- 2) Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles qui, le 6 novembre 2014 ainsi que les 14 et 19 mai 2015, a procédé à l'examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. La Commission s'est également réunie en séance de travail les 24 septembre, 6 novembre et 4 décembre 2014, les 24 février, 19 mars, 2 avril, 6 et 27 mai, 11 juin, 19 novembre et 1^{er} décembre 2015, relativement à ce mandat. Le rapport contient 16 recommandations.

Rapport déposé le **2 décembre 2015**

Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **17 décembre 2015**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
 - 4) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
 - 5) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**
 - 6) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbying
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 7) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

- 8) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**
- 9) Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **10 novembre 2015**
- 10) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 11) Projet de loi n° 75
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **11 novembre 2015**
- 12) Projet de loi n° 77
Loi sur l'immigration au Québec
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le **2 décembre 2015**
- 13) Projet de loi n° 79
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 14)** Projet de loi n° 81
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux **24 novembre 2015**
- 15)** Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion **27 novembre 2015**
- 16)** Projet de loi n° 83
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **1^{er} décembre 2015**
- 17)** Projet de loi n° 87
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **2 décembre 2015**

Étude détaillée en commission

- 18)** Projet de loi n° 59
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 19) Projet de loi n° 66**
Loi sur les activités funéraires
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 22 octobre 2015
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 1^{er} décembre 2015
Principe adopté le **2 décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 20) Projet de loi n° 69**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées principalement à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 10 novembre 2015
Principe adopté le **18 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 21) Projet de loi n° 74**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 22) Projet de loi n° 76**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015
Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

23) Projet de loi n° 54

Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal

Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 5 juin 2015

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 7 octobre 2015

Principe adopté le 8 octobre 2015

Rapport amendé de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles adopté le **2 décembre 2015**

24) Projet de loi n° 71

Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 12 novembre 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 24 novembre 2015

Principe adopté le 24 novembre 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le 1^{er} décembre 2015

Vote reporté le **2 décembre 2015**

25) Projet de loi n° 78

Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat

Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le 12 novembre 2015

Principe adopté le 24 novembre 2015

Rapport de la Commission des institutions adopté le 1^{er} décembre 2015

Vote reporté le **2 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 26)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 27)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 28)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 29)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 30)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 32)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 33) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 34) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 35) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 36) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 38) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 40) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 41) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

- 42) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 43) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 44) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d’alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 45) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 46) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d’alcool afin de créer un permis d’agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

Étude détaillée en commission

- 47) Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l’aménagement du territoire (consultations)
déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 48)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 49)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 50)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 51)** Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 52)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 53)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

54) Projet de loi n° 210

Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec
Présenté par le député de Vanier-Les Rivières le 16 septembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le
1^{er} décembre 2015

55) Projet de loi n° 213

Loi concernant la taxe foncière applicable à PF Résolu Canada Inc. à titre d'autoconsommatrice de l'énergie électrique produite par ses installations hydroélectriques sur le territoire de la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau
Présenté par le député de Dubuc le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le
1^{er} décembre 2015

56) Projet de loi n° 216

Loi concernant la vente d'un immeuble situé sur le rang Bois-Franc Ouest à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun
Présenté par le député de Côte-du-Sud le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le
1^{er} décembre 2015

57) Projet de loi n° 217

Loi concernant la continuation de La Mine Belleterre Québec Ltée (libre de responsabilité personnelle) et de la Société Minière de la Baie de Boston Ltée
Présenté par la députée de Duplessis le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **1^{er} décembre 2015**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

58) 27 novembre 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Pologne, signée à Québec le 3 juin 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 7 décembre 2015.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 80

Loi permettant aux municipalités de neutraliser les déplacements fiscaux vers les immeubles résidentiels

Adopté le **2 décembre 2015**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 25 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 75**, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 24 novembre 2015).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées principalement à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 18 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 66**, Loi sur les activités funéraires (mandat confié le 2 décembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

122) M. Traversy (Terrebonne) – **3 décembre 2015**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Dans le litige opposant la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès à la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie, à l'égard du projet de réaménagement des cellules d'enfouissement des déchets de cette dernière, les deux parties n'ont pas réussi à s'entendre sur une solution à l'amiable ni, donc, à résoudre un conflit qui perdure depuis plus de deux ans.

Rappelons que la Régie souhaite modifier la configuration géométrique de ses cellules d'enfouissement existantes au site de la municipalité afin de pouvoir y enfouir plus de matières et éviter, ainsi, de faire de nouveaux investissements pour aménager une nouvelle cellule.

En juin 2015, votre ministère a émis un avis de non-conformité à l'endroit de la Régie lorsque son analyse a démontré que celle-ci s'était placée en infraction du certificat d'autorisation qu'elle détient actuellement pour exploiter le site d'enfouissement, en dépassant la norme de capacité maximale prévue.

En parallèle, la municipalité a adopté son propre règlement pour bloquer le projet de la Régie. Cette action a amené la Régie à réagir et à tenter un recours afin de casser le règlement de la municipalité par la voie juridique.

Le 18 août dernier, vous avez rencontré les deux parties séparément. Depuis, le dossier est toujours au point mort.

L'analyse de la demande de modification du certificat d'autorisation actuellement détenu par la Régie, qui a débuté le 18 septembre dernier, n'a toujours pas été complétée par votre ministère. Également, les documents fournis par la Régie pour soutenir sa demande n'ont pas été rendus publics, ce qui ne facilite pas la nécessaire transparence pour établir un climat de confiance.

Au début du mois d'octobre, plus de 750 citoyens ont déposé une pétition à leur conseil municipal demandant le respect du règlement municipal par la Régie.

En conclusion, ce dossier soulève d'importants enjeux sur les plans environnemental et financier, ainsi qu'à l'égard de la simple transparence. Devant le constat que le conflit ne cesse de se détériorer depuis des mois, nous aimerions obtenir des réponses de votre part aux questions suivantes :

- Quelles procédures administratives ont été entreprises par votre ministère afin de corriger la situation de non-conformité de la Régie?
- L'analyse de votre ministère débouchera-t-elle prochainement sur des recommandations? Si oui, quel est l'échéancier prévu?
- Allez-vous rendre publics les documents déposés par la partie au soutien de l'analyse de votre ministère afin d'assurer la transparence dans ce dossier?
- Quelles solutions efficaces et durables comptez-vous mettre en avant pour résoudre le conflit opposant la municipalité à la Régie?

123) M. Gaudreault (Jonquière) – **3 décembre 2015**

Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

La situation à l'Office municipal d'habitation de Saguenay a soulevé des interrogations du public au cours des dernières semaines, et des correspondances écrites à cet effet ont été acheminées à la Société d'habitation du Québec.

Le Manuel de gestion du logement social indique que le conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation est responsable de l'embauche du directeur. Toutefois, la Société d'habitation du Québec se réserve le droit de refuser une candidature si elle ne répond pas aux exigences requises ou si le processus de sélection a été entaché d'irrégularités.

À la lumière des questions soulevées par le public, est-ce que le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire compte demander à la Société d'habitation du Québec de s'assurer de la conformité du processus de nomination du directeur général de l'Office municipal d'habitation de Saguenay?

124) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **3 décembre 2015**

Au ministre de la Santé et des Services sociaux

La directive ministérielle dans la circulaire du MSSS n° 2007-03 (03.01.10.12) prévoit que tout établissement peut organiser des activités accessoires aux services de santé ou aux services sociaux qu'il dispense. Toutefois, la mise en place de cette directive, par le biais d'un parc de stationnement payant, peut être un frein à l'accès aux soins de santé dispensés par les établissements de santé et de services sociaux.

Malgré tout, le 5 avril 2015, le CLSC des Patriotes de Beloeil introduisait un service de tarification pour son parc de stationnement par le biais d'un horodateur qui ne rend pas la monnaie. Ce parc de stationnement est situé dans un secteur peu desservi par le transport collectif, est isolé du centre-ville et il n'y a pas de stationnement alternatif. Ainsi, la tarification du stationnement freine l'accès des citoyens au CLSC de Beloeil.

À cet effet, nous avons porté le dossier à votre attention, le 6 mai dernier, par voie de correspondance. Nous vous avons sensibilisé au dossier et aux problèmes que cela peut occasionner pour les citoyens de la circonscription. Nous vous avons demandé de réviser la Politique concernant l'exploitation des activités accessoires commerciales permettant aux établissements de soins de santé de financer leurs activités accessoires en autorisant la tarification des parcs de stationnement.

Le 16 septembre dernier, une pétition émanant de la circonscription a été déposée en chambre, concernant la tarification du stationnement au CLSC. Toutefois, lors de la séance du 29 septembre, la Commission de la Santé et des Services sociaux a refusé de se saisir de la pétition afin d'entendre les citoyens et acteurs de la région.

Qu'entend faire le ministre pour s'assurer de l'accès aux services de santé pour les citoyens de la Vallée-du-Richelieu?

Le gouvernement va-t-il proposer des avenues afin de permettre l'accès à l'établissement du CLSC de Beloeil, et ce, sans frais?

Son gouvernement s'engage-t-il à modifier la directive ministérielle relativement au parc de stationnement payant du CLSC des Patriotes de Beloeil?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 2 décembre 2015
Loi sur l'immatriculation des armes à feu – *ministre de la Sécurité publique suppléant*
- b) 2 décembre 2015
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales – *ministre des Finances*
- c) 2 décembre 2015
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire – *ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

Projets de loi publics au nom des députés

- d) 2 décembre 2015
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement – *député de Granby*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal – *ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire*